-F-

ASSEMBLÉE NATIONALE
QUÉBEC

EXTRAIT DE PÉTITION
(Article 64 du Règlement)

Je dépose l'extrait d'une pétition adressée à l'Assemblée nationale, signée par 4 411 pétitionnaires.

Désignation : Citoyens et citoyennes du Québec

Les faits invoqués sont les suivants :

CONSIDÉRANT QUE le passage de la Commission de vérité et de réconciliation au Québec constitue un moment historique de réconciliation et l'occasion de débuter un devoir de mémoire sur cet épisode sombre de l'histoire du Canada;

CONSIDÉRANT QU'il n'y aura pas de véritable réconciliation sans connaissance de l'histoire des peuples autochtones du Québec et du Canada comme peuples à part entière de ce territoire;

CONSIDÉRANT QUE les préjugés dont sont victimes les peuples autochtones au Canada sont à l'origine de la violence envers les femmes autochtones, du placement de leurs enfants hors de leur communauté et de leur absence des processus politiques qui les affectent;

CONSIDÉRANT QUE l'envoi de plusieurs générations d'enfants dans les pensionnats indiens peut être considéré comme un ethnocide dont les conséquences se font toujours sentir dans les communautés;

CONSIDÉRANT QUE l'absence des peuples autochtones du Canada des livres d'histoire contribue à leur méconnaissance et aux préjugés qui perdurent aujourd'hui dans la société canadienne;

Et l'intervention réclamée se résume ainsi :

Nous, citoyennes et citoyens du Québec, demandons au gouvernement du Québec :

1. De réformer le programme d'histoire au secondaire pour y inclure l'histoire des premières nations, des métis et des inuit, incluant le douloureux épisode des pensionnats comme exemple des politiques d'assimilation que le gouvernement canadien a mis en œuvre dans l'ensemble du pays pour faire disparaître la présence autochtone au Canada;
2. D'inclure les organisations autochtones représentatives et ses spécialistes dans le processus de réforme du programme d'histoire.

Je certifie que cet extrait est conforme au Règlement et à l'original de la pétition.

Amir Khadir, député de Mercier

14 mai 2013
Date de signature de l'extrait